PÉROU - La présidente accusée d’assassinat de manifestants

TeleSURtv

lundi 20 mars 2023, mis en ligne par Françoise Couëdel

Mercredi 15 février 2023.

La dénonciation est portée contre la mandataire, l’ex-président du conseil des ministres, Pedro Angulo, alors ministre de la Défense et aujourd’hui premier ministre, Alberto Otárola, l’ex-ministre de l’Intérieur, César Cervantes, le commandant général de la police, Raúl Alfaro et d’autres responsables de la répression.

Des organisations en faveur des Droits humains et des avocats indépendants ont accusé la présidente du Pérou, Dina Boluarte, ainsi que des ministres et des chefs de la police de son cabinet, de la mort de six manifestants assassinés au cours des manifestations de décembre dans la région de l’Apurimac.

Les charges indiquent qu’au cours des manifestations contre l’accession au pouvoir de Boluarte, qui ont commencé le 7 décembre dernier, ont été recensés six morts, 83 blessés et la détention de dizaines de personnes, torturées aux mains de la police, sous son commandement.

Parmi les personnes décédées, cinq ont perdu la vie sous l’impact de projectiles d’arme à feu et deux seulement étaient des adolescents, car la majorité d’entre eux était âgés d’à peine 19 ans, selon le rapport de l’institut médicolégal. La plainte, déposée au Tribunal de la Nation, inclut du matériel audiovisuel, des actes d’accusation et des témoignages de victimes.

« Il est impossible de perpétrer un massacre sans l’appui des autorités au plus haut niveau. Non seulement des membres de la police, acteurs directs, sont responsables des faits sinon des auteurs proches » déclarent les plaignants dans leurs accusations.

Ces signalements s’ajoutent aux recherches concernant la mort de huit manifestants dans le sud, dans le département d’Ayacucho, au cours de la répression de la manifestation du 15 décembre.

Lors des manifestations contre le retrait du pouvoir de Pedro Castillo révèlent à ce jour que le nombre de morts élève à 48, imputables à la répression du Gouvernement de Dina Boluarte (selon les chiffres d’organes officiels, mais le nombre pourrait atteindre jusqu’à 60).

Des enquêtes récentes ont révélé que la majorité de la population rend responsable Boluarte de l’état de violence que traverse le pays suite à la répression policière contre les manifestants dans diverses régions du pays et 76% de la population souhaite qu’elle abandonne ses fonctions.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.telesurtv.net/news/peru-represion-asesinatos-manifestantes-acusacion--20230215-0007.html.